

attirer chez nous des milliers de bras qui manquent à nos industries croissantes? Ou, par contre, est-ce que les gens abandonnent le Canada pour trouver de l'emploi à l'étranger? C'est dans la réponse à cette question qu'on trouvera l'indice réelle de notre prospérité. Pour savoir si nous sommes prospères, n'allons pas nous adresser au ministre des Finances: demandons-le plutôt aux experts comptables qui dressent les bilans annuels de nos maisons de commerce, demandons-le à nos gérants de banque. Eux nous diront si le commerce est prospère, si l'industrie est prospère. Demandons-le aussi au département de l'impôt sur le revenu qui, suivant ses rapports, a perçu 100 millions de dollars en 1921, et moins de 50 millions en 1925. C'est auprès de gens comme ceux-là que nous devons nous renseigner sur notre prospérité nationale; nous ne devons pas chercher nos renseignements dans les discours d'hommes qui voient tout du point de vue politique. Regardons les faits carrément en face. Quand on me demandera si le Canada a prospéré pendant l'année qui vient de s'écouler, je dirai: oui, dans l'Ouest, qui en est redevable à la Providence. Mais en ce qui concerne les régions centrales du pays et l'Est, où le Gouvernement est intervenu et a privé l'industrie de la protection nécessaire, je dirai: non. Voilà mon opinion et je parle en connaissance de cause parce que je suis en mesure de connaître la situation de toutes les régions du pays. Je suis constamment en contact avec le mouvement de notre commerce intérieur depuis Halifax jusqu'à Vancouver. Le départ d'un très grand nombre de nos nationaux est assurément une preuve que le Canada ne jouit pas de cette fameuse prospérité dont on nous parle tant. Si nous étions aussi prospères que certains honorables membres voudraient nous le faire croire, les gens quitteraient les Etats-Unis pour venir s'établir au Canada. Pareil mouvement de migration serait naturel du reste; en effet, on abandonne le vieux pays pour le jeune, non pas le jeune pour le vieux. Ce n'est pas la route normale pour les gens qui veulent améliorer leur condition, et le fait que les Canadiens s'en vont aux Etats-Unis pour obtenir un emploi indique clairement que les affaires ne sont pas prospères au Canada.

Ce pays ne suit pas une politique nationale en matière de tarif et quant aux mesures budgétaires. En toute chose, il faut d'abord dresser un plan, puis se mettre à l'œuvre. Partant de ce principe, ne devrions-nous pas d'abord décider si nous voulons faire du Canada un pays agricole, purement et simplement, ou un pays convenablement divisé entre l'agriculture et l'industrie? Ne devrions-

nous pas décider cette question d'abord, puis aller de l'avant? Si nous réglions cette question, nous serions assez sages pour fermer la porte aux manufacturiers américains qui viennent dépenser au Canada de vastes sommes d'argent pour construire des usines, qui tôt ou tard, à la suite de changements apportés au tarif, seront absolument inutiles. D'un autre côté, si nous décidons que nous avons besoin de l'agriculture et de l'industrie, nous pourrions empêcher les gens de venir ici avec l'idée que nous sommes un pays libre-échangiste et que nous nous contentons de produire du blé pour l'exportation. Nous pourrions également, en prenant une décision précise, laisser savoir à temps à nos jeunes gens s'il vaut la peine qu'ils demeurent au Canada ou s'il vaut mieux, pour épargner quelques années de leur vie, qu'ils quittent le pays. Songez aux millions que nous dépensons pour l'éducation de milliers de nos jeunes gens simplement pour les voir prendre la route des Etats-Unis. Nous pourrions mettre fin à ce gaspillage si nous avions une idée définie sur ce que l'on se propose de faire. Vraiment, il nous faudrait une politique de ce genre et la mettre en vigueur au lieu de suivre, comme nous le faisons en ce moment, un cours qui n'offre aucun encouragement à l'industrie ou aux affaires et à nos ouvriers pour les retenir au Canada.

Certaines gens se demandent si le pays convient à l'industrie, d'autres prétendent que c'est un pays essentiellement agricole. Le Canada, à mon sens, convient à l'industrie. Les honorables députés songent-ils que nous pouvons manufacturer pendant 300 jours par année tandis que l'agriculture ne produit que pendant une courte période de l'année? Certains honorables députés prétendent que notre climat est un désavantage; nous parlons trop contre notre climat, je pense.

M. WARD: L'honorable député n'est pas, je crois, au courant de l'agriculture, autrement il ne ferait pas cette déclaration; il ne dirait pas que l'industrie agricole est une affaire de trois ou quatre mois par année.

M. BAKER: Permettez-moi de substituer aux mots "trois ou quatre mois", si c'est ce que j'ai dit, les mots "une moins grande partie de l'année".

M. WARD: Sur une ferme bien administrée, les opérations durent douze mois par année. Peu nombreux sont nos cultivateurs qui ne s'occupent que de la culture du blé.

M. BAKER: Il est malheureux alors qu'un si petit nombre de cultivateurs aient la haute main sur le pays; ce n'est pas le Gouverne-